

SOMMAIRE

RESACOOP	3
<i>INTERVENANTS</i>	3
Pause : 15h30 à 15h45	4
Débat et conclusion : 15h45 à 17h00.....	4
1.1. Rappel de la réunion « Quid des Amériques latines » (organisée par RESACOOP en novembre 1997)	7
1.2. Les acteurs en Région Rhône-Alpes en février 2003	7
1.3. Les acteurs par département.....	7
1.4. Les projets institutionnels universitaires.....	9
1.5. Les acteurs de Rhône-Alpes en Amérique latine.....	9
1.6. Les domaines de coopération.....	14
Tableau récapitulatif des types de projets par domaine.....	15
1.7. Les enseignements de l'enquête à propos des pratiques de coopération des acteurs de Rhône-Alpes avec l'Amérique latine.....	15
Tendances	15
Contraintes et difficultés	15
Zones d'ombres	16
2.1. Comment mobiliser des fonds pour financer les projets ?	18
Origine des difficultés.....	18
Des pistes de mobilisation des fonds.....	18
2.2. Comment impliquer plus d'acteurs (élus, citoyens, etc.) autour des projets de coopération avec l'Amérique latine ?	19
2.3. Des coopérations qui ouvrent des perspectives pour l'innovation sociale et la citoyenneté locale en France.....	19
Les effets d'une coopération sur la vie locale française.....	19
Comment améliorer cet effet retour ?.....	20
3.1. Les enseignements de la coopération entre la Ville de Grande-Synthe et la Ville de Fortaleza au Brésil.....	22
a) Présentation des collectivités.....	22
<i>La collectivité de Fortaleza.....</i>	<i>22</i>
<i>Les collectivités de Dunkerque / Grande Synthe.....</i>	<i>22</i>
b) Naissance du partenariat.....	23
<i>Notre Histoire, une double origine :.....</i>	<i>23</i>
<i>Le contenu du partenariat.....</i>	<i>23</i>
c) Les actions réalisées dans le cadre du partenariat entre Grande Synthe et Fortaleza	23
<i>Les difficultés dans la poursuite du partenariat.....</i>	<i>24</i>
d) Impact de ce partenariat sur le territoire français	25
<i>Les effets à court terme sur l'agglomération de Dunkerque sont de plusieurs ordres :..</i>	<i>25</i>
<i>Les effets à moyens et longs termes concernent :.....</i>	<i>25</i>
<i>Cinq questions à approfondir.....</i>	<i>25</i>
Conclusion	26
3.2. Des pistes d'échanges d'expériences sur la citoyenneté locale entre les villes d'Eybens/Gières/Poisat et la ville d'Independencia au Pérou.....	27

a) Pourquoi s'interroger sur les échanges en matière de participation citoyenne ?	27
b) Suggestion de pistes de travail pour la coopération Eybens / Gières / Poisat / Independencia	27
3.3. Les pratiques sociales et participatives en relation avec l'urbain	29
a) La démarche de l'association	29
b) Des objectifs philosophiques (pour différencier des objectifs techniques).....	29
c) Des impacts	29
d) Quels en sont les enseignements ?	30
❖ Commission européenne	36

ANIMATEURS

RESACOOOP

- Rose-Marie **Di Donato**
 - Antonio **Silveira**
 - Claudia **Girod**, stagiaire à la direction des relations internationales de la Région Rhône-Alpes
- 30 rue Sainte Hélène, 69002 Lyon
Tél. 04.72.77.87.67 - Fax. 04.72.41.99.88
E.mail mail@resacoop.org - <http://www.resacoop.org>

CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local)

Christophe **Mestre**
30 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon
Tél. 04.72.77.87.50 - Fax. 04.72.41.99.88
Email. ciedel@univ-catholyon.fr

Et avec la participation des étudiants latino-américains du CIEDEL :
Rita **Carillo**, Gersivan **Pereira**, Johnny **Rodriguez**, Antonino **Lovon Zavata**, et Carlos **Tavara**.

INTERVENANTS

Communauté Urbaine de Dunkerque

Mme Nicole **Hauchart**, Chargée de mission rural/urbain.

Ville d'Eybens

M. Jacques **Petrimet**, Coordinateur de la Coopération décentralisée.

Apoyo Urbano

Mme Silvia **Rosales-Montano**, Présidente de l'association en Rhône-Alpes.

PROGRAMME

Accueil : 9h45 à 10h00

Accueil par Rose-Marie DI DONATO, Responsable du programme RESACOOOP

Première Partie : 10h00 à 12h30

Les pratiques de coopération entre les acteurs de Rhône-Alpes et l'Amérique latine :

- Rappel de la réunion Amérique latine organisée par RESACOOOP en novembre 1997
- Présentation d'un état des lieux sur les partenariats entre les acteurs de Rhône-Alpes et les acteurs d'Amérique latine en 2003
- Débat autour des enjeux, contraintes et difficultés rencontrés dans les coopérations avec des acteurs latino-américains
- Intervention des étudiants latino-américains du CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local) sur leurs perceptions des pratiques de coopération.

Repas : 12h30 à 14h00

Deuxième partie : 14h00 à 16h45

Les enseignements que les acteurs français tirent de leur coopération pour l'innovation et la citoyenneté locale en France :

Communauté Urbaine de Dunkerque

Mme Nicole HAUCHART, Chargée de mission rural/urbain.

Témoignage à partir de son expérience de Directrice du Service Relations européennes et Solidarité Internationale, à la Ville de Grande Synthe de 1994 à 2001

- Présentation de la coopération entre la Ville de Grande Synthe et la Ville de Fortaleza au Brésil
- Enseignements tirés de cette coopération

Ville d'Eybens

M. Jacques PETRIMENT, Coordinateur de la coopération décentralisée.

- Présentation de la coopération entre la Ville d'Eybens et la Ville d'Independencia au Pérou
- Les pistes de mise en œuvre en matière de citoyenneté locale issues de cette coopération.

Apoyo Urbano

Mme Silvia ROSALES-MONTANO, Présidente de l'association.

- Présentation de l'association et de sa coopération avec l'Amérique latine
- Les pratiques sociales et participatives en relation avec l'urbain

Pause : 15h30 à 15h45

Débat et conclusion : 15h45 à 17h00

1^{ère} Partie

Etat des lieux

Avertissement

Les données font référence aux diverses réponses obtenues d'après les questionnaires adressés aux acteurs rhônalpins menant une action de coopération avec l'Amérique latine. Au total, ce sont 60 organismes qui ont été contactés entre janvier et février 2003. Sur les 60 questionnaires envoyés, nous avons reçu 35 réponses, parmi lesquelles une dizaine de structures ayant terminé leur coopération.

Les 35 questionnaires en retour provenaient de 7 collectivités locales et de 3 associations de la Région Rhône-Alpes.

Cet état des lieux n'est certainement pas exhaustif, il a été réalisé à partir :

- des informations de notre base de données
- des retours de l'enquête et des informations recueillies.

Cette enquête nous a également permis de repérer de nouvelles structures engagées en Amérique latine et d'autres qui ont cessé leur coopération dans cette zone.

En 2003, 59 organisations mènent des actions de coopération en Amérique latine, soit :

- 49 associations
- 7 collectivités locales
- 3 établissements scolaires.

Les informations recueillies sur les projets sont disponibles sur notre site Internet à la [rubrique "Actions de coopération"](#) . Elles permettront aux organisations intéressées par les relations avec les pays latino-américains d'obtenir de plus amples informations sur les coopérations en cours et ainsi de favoriser les contacts.

1.1. Rappel de la réunion « *Quid des Amériques latines* » (organisée par RESACOOP en novembre 1997)

En novembre 1997, RESACOOP avait organisé une première rencontre consacrée à la coopération entre acteurs de Rhône-Alpes et acteurs d'Amérique latine.

On recensait alors 51 organisations engagées dans des partenariats sur ce continent :

- 32 associations,
- 11 collectivités locales,
- 1 établissement scolaire.

Les difficultés rencontrées par ces organisations dans leurs projets de coopération étaient principalement de trois ordres :

- Le financement et l'organisation des actions de coopérations
- Le manque d'appui institutionnel
- Les difficultés de communication et de suivi avec leur partenaire latino-américain

1.2. Les acteurs en Région Rhône-Alpes en février 2003

RESACOOP recense 60 organisations de Rhône-Alpes qui sont engagées dans une action de coopération avec des pays d'Amérique latine :

- 49 associations
- 8 collectivités locales
- 3 établissements scolaires

1.3. Les acteurs par département

Au sein des 8 départements qui composent la région Rhône-Alpes, nous avons classé les divers acteurs selon qu'ils appartiennent à des associations, des collectivités locales ou des établissements scolaires. Force est de constater que le tissu associatif regroupe la majorité des acteurs de la région.

Cette tendance peut s'expliquer en partie pour diverses raisons :

- l'action des collectivités locales en Amérique latine s'opère parfois en réponse à des besoins d'urgence (par exemple après le passage du cyclone « Mitch »). Elle est donc strictement limitée dans le temps.
- les élus en charge de la coopération « emportent » avec eux leur dossier lorsqu'ils quittent la collectivité locale. Le projet revoit souvent le jour dans une association, il n'est pas abandonné.

On remarque également que sur les départements de l'Isère et de la Savoie, des collectivités locales se sont « regroupées » pour coopérer sur les mêmes projets, c'est le cas des villes d'Eybens, de Gières et de Poisat et des trois communes de l'Albanais : La Briolle d'Albans, St Felix et Chenas.

Toutefois la question du faible engagement des collectivités locales de Rhône-Alpes dans cette zone géographique reste posée.

Départements	Associations	Collectivités locales	Etablissements scolaires
Ain	<ul style="list-style-type: none"> • CODEV-BUGEY • Solidarité pour l'Argentine 		<ul style="list-style-type: none"> • Collège de Montrevel en Bresse
Ardèche	<ul style="list-style-type: none"> • Posada San Rafael 		<ul style="list-style-type: none"> • Lycée agro-technologique d'Annonay
Drôme	<ul style="list-style-type: none"> • Ayllu • CFPF/CCID • Les amis de Pablo • Partage sans frontières • Pompiers sans frontières • Solidarité avec l'Amérique latine pour un développement autonome des Communautés 		
Isère	<ul style="list-style-type: none"> • Acroterre • Association SOS • Association Virgule • Fédération Départementales des Maisons Familiales et Rurales de l'Isère 	<ul style="list-style-type: none"> • Eybens • Gières • Poisat • Grenoble 	
Loire	<ul style="list-style-type: none"> • Artisans du monde • Aux 4 coins du monde 	<ul style="list-style-type: none"> • St Etienne 	
Rhône	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil relations et échanges Internationaux • Agir ensemble pour les droits de l'homme • Apoyo Urbano • ASACANE • ASPAL • Association de soutien aux universités populaires du Brésil • Association France-Amérique latine • ATD ¼ monde • CCFD • Centre d'études et d'échanges internationaux paysans et d'action sociale • Collectif d'association pour le Pernambuco • Comité Vaudais d'amitié et de solidarité avec Sebaco • Equi'sol (Max Havelaar) • GREF • Handicap international • Maison de l'Amérique latine • Médecins du monde • Palenque Rhône-Alpes 		<ul style="list-style-type: none"> • Lycée Professionnel des Canuts à Vaulx-en-Velin / Association les Canuts Nicaragua Solidarité

	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires Rhône-Alpes • Pompiers sans frontières • Secours populaire français • Solidarité Bolivie • Terre des Hommes • Vétérinaires sans frontières • Villes en transition 		
Savoie	<ul style="list-style-type: none"> • Action en Equateur • Constellation Villabernon • Edelweiss espoir • Hydraulique sans frontières • Solidarité avec les peuples d'Amérique Centrale • Tignes solidarité Brésil • VOAM 	<ul style="list-style-type: none"> • Commune solidaires de l'Albanais (La Briolle d'Albans, St Felix, Chenas) • Savoie solidaire /Conseil Général de Savoie • Saint-Pierre d'Albigny 	
Haute Savoie	<ul style="list-style-type: none"> • Comité Amérique Centrale du Léman • Solidarité Bolivie 		
Total	49	8	3

1.4. Les projets institutionnels universitaires

Parmi ces 60 structures, nous n'avons pas comptabilisé les établissements d'enseignements supérieurs qui mènent des projets à caractères institutionnels. Toutefois, il nous semble important d'y faire référence puisque l'on a recensé 146 accords de coopération entre universités. On constatera que le Brésil compte à lui seul 36 accords de coopération, suivi par l'Argentine, le Mexique et le Chili.

Ces coopérations concernent particulièrement la mobilité des étudiants, des coopérations de doctorants, de créations de diplômes communs, des programmes conjoints de recherche, des filières d'enseignements francophones.

1.5. Les acteurs de Rhône-Alpes en Amérique latine

Les acteurs de Rhône-Alpes sont présents sur une grande partie du continent latino-américain ; 16 pays sont concernés par la coopération :

- 7 projets sont menés sur l'ensemble de l'Amérique latine
- 57 projets sont menés en Amérique du Sud
- 30 projets sont menés en Amérique centrale
- 6 projets sont menés dans les Caraïbes.

La majorité des projets se situe dans les pays suivants :

- au Brésil (12 partenariats)
- en Bolivie (12 partenariats)
- au Pérou (11 partenariats)
- au Nicaragua (11 partenariats)

Zones	Organisations/localisations/coopérations
Amérique latine	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil Relations et Echanges Internationaux (69) / Amérique latine Diffusion de la culture française • Artisans du Monde de Saint Etienne (42) / Amérique latine Boutique de commerce équitable • CCFD (69) / Amérique latine Appui aux associations locales • Equi'sol (69) / Amérique latine Promotion du commerce équitable • GREF (69) / Amérique latine Coopérations dans le domaine de la Formation principalement au Brésil (« Francophonie et citoyenneté »), 1 au Salvador (appui à l'enseignement de base), 1 en Equateur (formation des mères gardiennes), 4 en Haïï (formation des maîtres de petites écoles), 1 au Nicaragua (enfants en hospitalisation longue durée), 1 au Venezuela, 1 au Mexique. • Maison de l'Amérique latine à Lyon (69) / Amérique latine promotion de la culture latino-américaine sur Lyon • Ville de Grenoble (38) / Cuzco au Pérou/Quito et Cuanca en Equateur, Santander en Colombie et Cochabamba en Bolivie / Projet de coopération décentralisée Alpes-Andes : amélioration de la gestion des régies municipales de l'eau potable et de l'assainissement des régions andines.
Argentine	<ul style="list-style-type: none"> • CFPF/CCID (26) / Argentine Gestion durable des forêts et financements de missions • Solidarité pour l'Argentine (01) / Mendoza Envoi de livres et de fournitures scolaires • Ville de St Etienne (42) / Mendoza Programme d'aide aux PME-PMI
Bolivie	<ul style="list-style-type: none"> • Agir ensemble pour les droits de l'homme (69) / Bolivie Soutien à une association dans l'accompagnement de prisonniers • Association France – Amérique latine (69) / Camacho Formation juridique • ATD ¼ Monde (69) / Coopération • Aux 4 coins du monde (42) / Cochabamba Développement agricole, Formation à la santé et mise en place de coopérative d'artisanat • Hydraulique sans Frontières (73) / Cordillère des Andes Consolidation et surélévation d'un village • Partage sans frontières (26) / Projet de coopération avec ATEC • Pompiers Sans Frontières (69) (26) / La Paz Formation des pompiers et don de matériels • Solidarité Bolivie (69) / Potosi Mise en place d'une école maternelle • Solidarité Bolivie (74) / dans les Andes (Vallées Inter Andines) développement agricole • Solidarité Bolivie (74) / El Alto Promotion de l'éducation et promotion de la femme • Vétérinaires sans Frontières (69) / Pilon Lajas Mise en place de la Réserve Biosphère • Virgule (38) / San José de Chiquito Culturel et étude sociologique
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> • Association de soutien aux Universités populaires du Brésil (69) / Récife Centre nutritionnel et scolaire pour enfants • ATD ¼ Monde (69) / Coopération • CODEV Bugey (01) / Récife Aménagement d'un centre d'accueil pour enfants de la favella Jardim Piedade • Collectif d'association pour le Pernambouco (69) / Récife Construction d'un centre nutritionnel intégré (crèche-scolarité-santé) • Edelweiss Espoir (73) / Rio de Janeiro Soutien au fonctionnement de crèches • Fédération Départementale des maisons familiales et rurales de l'Isère (38) /Para Appui à la création de Maisons Familiales et Rurales • Handicap International (69) / Salvador de Bahia Accompagnement de l'association Vida Brasil dans ses efforts de capitalisation de son expérience en matière d'accessibilité de la ville aux personnes handicapées • Handicap International (69) /Fortaleza Organisation des consommateurs à bas revenus • Partenaires Rhône-Alpes (69) / Nordeste Construction de citernes d'eau • Terre des Hommes (69) / Soutien à la population menacée par la déforestation intensive • Tignes Solidarité Brésil (73) / Rio de Janeiro Partenariat avec l'association locale Paz e Bem • Vétérinaires sans Frontières (69) / Cameta-Etat du Para Lutte contre la paupérisation et l'exode rural des populations amazoniennes

Chili	<ul style="list-style-type: none"> • Agir ensemble pour les droits de l'homme (69) / Chili Soutien à deux organisations des droits de l'homme et mémoire des disparues • Association France – Amérique latine (69) / Concepcion Développement des quartiers pauvres de Concepcion . • Association France – Amérique latine (69) / Valparaiso Formation d'enfants et de jeunes à condition économique précaire à Valparaiso • Lycée agro-technologique (07) / Lycée agricole au Chili • Pompiers Sans Frontières (69) (26) / Bogota Développement des structures de secours • Pompiers Sans Frontières (69) (26) / Kali Développement des structures de secours
Colombie	<ul style="list-style-type: none"> • Acroterre (38) / Bucaramanga développement urbain à Bucaramanga • Acroterre (38) / Giron Habitat économique et intégration sociale à Giron • Association France-Amérique latine (69) / Bogota Projet nutritionnel • Palenque Rhône-Alpes (69) / Coopération
Cuba	<ul style="list-style-type: none"> • Agir ensemble pour les droits de l'homme (69) / Cuba Soutien à la commission de réconciliation • Apoyo Urbano (69) / Santiago Animation urbaine et artistique sur la problématique des transports urbains- aide à la prise en compte de l'urbanisme participatif dans la formation universitaire • Villes en transition-France (69) / Vieille Havanne Réhabilitation de logements populaires, appui à l'autoconstruction
Equateur	<ul style="list-style-type: none"> • Action en Equateur (73) / Province de Chimborazo Coopération avec Aichabug • Communes Solidaires de l'Albanais (73) / Paute Aide au projets de formation de femmes et de jeunes • Constellation Villabernon (73) / coopération • Handicap International (69) / Guayaquil Soutien technique et financier au programme de réadaptation à base communautaire • Médecins du Monde (69) / Cuenca Projet de santé communautaire • Partages sans frontières (26) / Projet sanitaire et artisanats • Saint Pierre d'Albigny (73) / Aichabug Projet eau et assainissement de la ville
Guatemala	<ul style="list-style-type: none"> • Apoyo Urbano (69) / Echanges avec l'université sur l'urbanisme participatif • Comité d'Amérique centrale du Léman (74) / Chichicastenango Amélioration de l'habitat traditionnel • Constellation Villabernon (73) / coopération • Posada San Rafael (07) / San Andres Sajcabara Les jardins de Sajcabaja, appui à l'initiative locale • Posada San Rafael (07) / San Andres Sajcabara Réhabilitation du • Vétérinaires sans Frontières (69) / Département de Solola Réactivation économique du département de Solola
Haïti	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d'études et d'échanges internationaux paysans et d'actions locales (69) / Fondwa Coopération décentralisée avec le village de Fontwa • Savoie Voam (73) / Commune de Limbé (Nord) Formation des cadres d'une coopérative en zone rurale • Département de la Savoie / Savoie Solidaire (73) / Dessalines Programme de développement de la commune de Dessalines
Honduras	<ul style="list-style-type: none"> • Hydraulique Sans Frontières (73) /Cholutera Mise en place d'un projet d'alimentation en eau potable

Mexique	<ul style="list-style-type: none"> • Agir ensemble pour les droits de l'homme (69) / Mexique Soutien à des associations des droits de l'homme • Association SOS – ESCG (38) / Mexico Aide aux enfants des rues de Mexico • Association SOS – ESCG (38) / Tepito Aide aux enfants des rues de Tepito • Comité d'Amérique centrale du Léman (74) / El Tabajo Appui à la création de deux écoles primaires • Pompiers Sans Frontières (69) (26) / Etat de Puebla Identification et préventions des risques naturels.
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> • Apoyo Urbano (69) / Granada Assistance technique et méthodologique au schéma directeur d'aménagement de Granada et du plan de déplacement urbain • Comité Vaudais d'Amitié et de Solidarité avec Sebaco (69) / Sebaco Construction d'un centre d'accueil pour enfants handicapés « Las Pipitas » à Sebaco • Comité Vaudais d'Amitié et de Solidarité avec Sebaco (69) / Sebaco Réalisation d'un musée précolombien • Handicap International (69) / Esteli Appui au secteur de santé pour renforcer la médecine physique ainsi que les associations d'handicapés afin de développer des activités génératrices de revenus. • Handicap International (69) / Tipitapa Renforcement des mécanismes de développements communautaires et local pour une meilleur lutte contre la pauvreté • Handicap International (69) / Tipitapa Préparation et gestion des risques naturels et la prise en compte des handicapés dans la ville • Lycée professionnel des Canúts – Association les Canuts Nicaragua Solidarité (69) / Sebaco Electrification d'un établissement scolaire • Secours populaire (69) / Appui à un programme d'auto construction après le passage du cyclone Mitch • Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale (73) / Chinandega Création d'une salle polyvalente dans un quartier périurbain à Chinandega • Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale (73) / Managua Projet pédagogique – Eduardo Contreras et El Comunal à Managua • Vétérinaires sans Frontières (69) / Puerto Cabezas Assistance technique à l'élevage traditionnel dans la zone du Rio Coco
Panama	<ul style="list-style-type: none"> • Apoyo Urbano (69) / Panamaville Formation sur les transports et la participation urbaine à Panamaville
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> • Amis de Pablo (26) / Coopération • Aux 4 coins du monde (42) / Financement d'une bibliothèque, mise en place de cuisines populaires et fonds de soutien aux artisans • Ayllu (26) / Ensemble du territoire péruvien Soutien aux actions de commerce équitable • Commune d'Eybens (38) / Independencia Création d'un point d'information jeunesse et formation d'adultes et extension des réseaux d'eau et d'assainissement • Commune de Gières (38) / Independencia Création d'un point d'information jeunesse et formation d'adultes et extension des réseaux d'eau et d'assainissement • Commune de Poisat (38) / Independencia Création d'un point d'information jeunesse et formation d'adultes et extension des réseaux d'eau et d'assainissement • Partage sans Frontières (26) / Appui à l'artisanat local, au micro crédit et au commerce équitable • Pompiers Sans Frontières (69) (26) / Développement de la formation aux risques majeurs dans les collèges et lycées • Pompiers Sans Frontières (69) (26) / Développement des activités de l'Ecole de Protection Civile • Solidarité avec l'Amérique latine pour un développement autonome des Communautés (26) / Sanchirio Commerce équitable avec le village de Sanchirio • Solidarité Energie Pérou (69) / Vente de produits artisanaux péruviens, Commerce équitable

Salvador	<ul style="list-style-type: none">• Apoyo Urbano (69) / Nueva San Salvador Animation d'un programme de sensibilisation à la propreté urbaine• Apoyo Urbano (69) / Nueva San Salvador Assistance méthodologique et technique pour la conception participative d'un schéma urbain de récupération du centre historique de la ville de Nueva San Salvador• Apoyo Urbano (69) / Nueva San Salvador Intervention post tremblement de terre• Handicap International (69) / Département d'Usulután Renforcement des capacités locales (municipales et communautaires) en gestion de risques, par la création et la formation de comités d'urgence• Pompiers Sans Frontières (69) (26) / Soyapango Coopération• Secours Populaire Français (69) / Soyapango Partenariat avec l'association locale Cendimor
Venezuela	<ul style="list-style-type: none">• Collège de Montrevel en Bresse (01) / Echanges épistolaires entre jeunes collégiens

1.6. Les domaines de coopération

Nous avons répertorié 100 projets parmi lesquels un nombre important dans les domaines « scolaires » et « jeunes ».

Ces projets consistent à soutenir les jeunes en situation précaire dans différents domaines :

- scolaire
- santé
- initiatives locales
- économique.

Le nombre de domaines est supérieur à celui des projets, en effet un projet peut couvrir plusieurs domaines d'action.

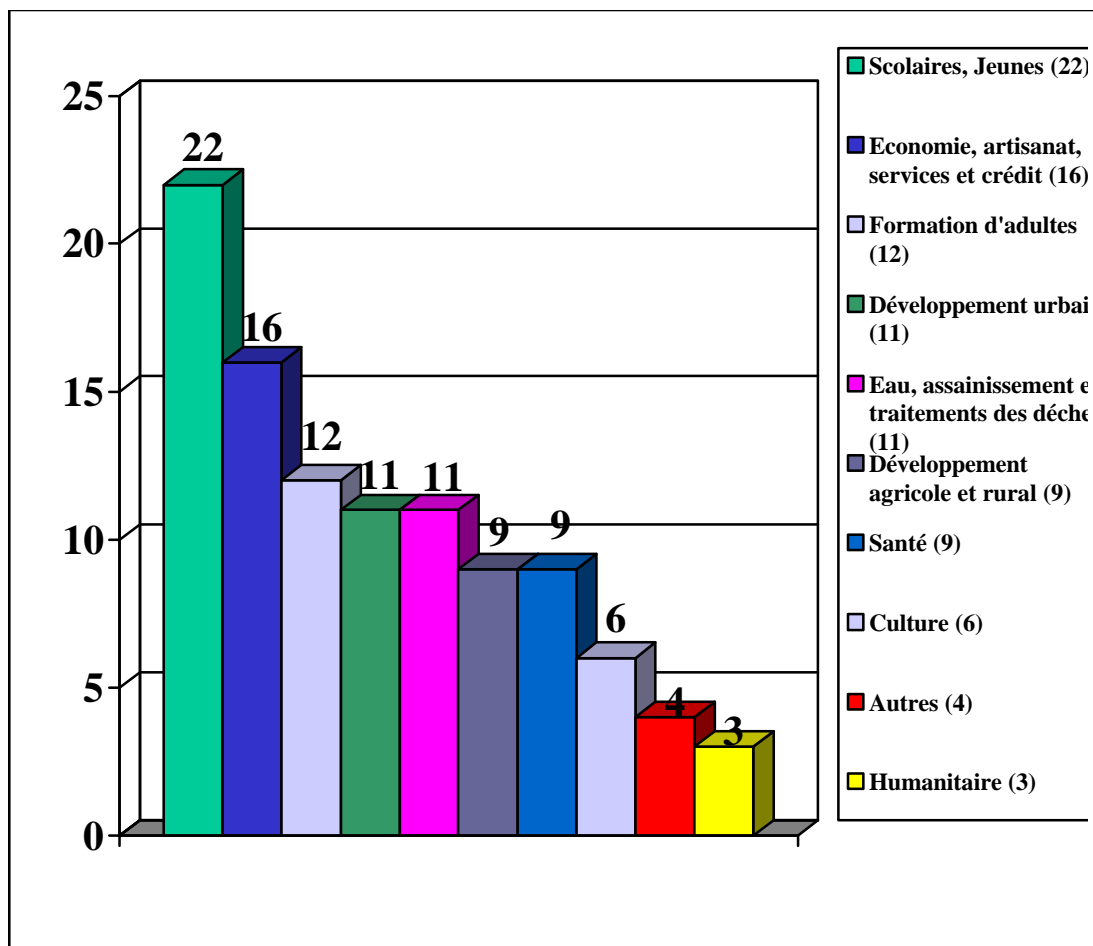


Tableau récapitulatif des types de projets par domaine

Domaines de coopérations	
Scolaire, jeunes	Soutien des jeunes en situation précaire à plusieurs niveaux : scolaire, santé, et initiatives locales.
Economie, artisanat, services et crédit	Les associations organisent sur place et en France des ventes de produits artisanaux (commerce équitable). Elles participent également à des programmes de financement et d'aide à la création d'activités économiques (installation d'un moulin, organisation d'un groupement d'éleveurs, etc...)
Formation d'adultes	La formation est axée autour de thèmes techniques comme l'agriculture, l'écologie et les approches juridiques principalement.
Développement urbain	Le développement urbain passe par deux niveaux : le développement des transports et la réhabilitation des logements.
Eau, environnement et énergie	La coopération s'articule principalement autour de la gestion et traitement de l'eau et de l'éducation au développement durable.
Développement agricole et rural	Réhabilitation des terres arables et apports de nouvelles techniques de gestion des sols.
Santé	Education à la santé publique et à l'hygiène et programmes d'aide nutritionnelle.
Culture	Les projets visent principalement la promotion des cultures sud-américaines et françaises par des échanges entre étudiants et enseignants et par des implications des communautés locales aux activités collectives.
Autres	Préventions des risques naturels
Humanitaire	Aide aux enfants des rues.

1.7. Les enseignements de l'enquête à propos des pratiques de coopération des acteurs de Rhône-Alpes avec l'Amérique latine

L'enquête nous renseigne tout d'abord sur les grandes tendances de la coopération avec l'Amérique latine :

Tendances

Paradoxalement, alors qu'il s'agit de coopérations essentiellement urbaines, peu de collectivités locales sont engagées.

Les secteurs principaux des projets sont :

- le travail avec les jeunes
- le commerce équitable
- la coopération scientifique, principalement.

Contraintes et difficultés

Sans surprise, la préoccupation financière vient en tête des difficultés exprimées par les acteurs de Rhône-Alpes car les financements publics à destination de cette zone géographique sont rares. Ceci explique sans doute pourquoi le commerce équitable est si développé avec ce continent ; il s'agit d'un bon moyen de financer les projets.

Dans deuxième série de contraintes évoquée, intervient la barrière de la langue et de l'éloignement géographique ; ils empêchent des échanges réguliers entre les acteurs ici et là-bas.

Le contexte politique est souvent cité comme un frein au bon déroulement des actions de coopération. On peut citer :

- les difficultés liées à l'embargo de Cuba
- la violence politique en Colombie
- les incertitudes politiques en Haïti.

Enfin, comme pour les autres zones du monde, les acteurs rhônalpins travaillant en Amérique latine s'interrogent sur la manière :

- d'impliquer les citoyens français et notamment les jeunes dans leurs partenariats
- de se désengager des zones où ils sont engagés, et de rendre leurs partenaires autonomes vis à vis des projets qu'ils soutiennent.

Zones d'ombres

On constate une réelle difficulté des structures à répondre aux questions concernant leurs motivations, leurs attentes vis à vis des coopérations qu'elles initient.

De même, elles s'expriment difficilement sur les éléments de « retour » qu'elles retirent de leurs actions de coopération.

- « Pourquoi s'engager dans une coopération avec l'Amérique latine ?
- Qu'attendons-nous de ces partenariats ?
- Quel impact en retirons-nous pour le fonctionnement de notre société ? »

Ces questions ne font pas encore réellement partie de la « culture » des acteurs de la coopération.

2^{ème} Partie

Synthèse des débats

A partir des contraintes et zones d'ombres mises en évidence par l'enquête, le débat s'est articulé autour des trois points suivants :

- Comment mobiliser des fonds pour financer les projets ?
- Comment impliquer plus d'acteurs (élus, citoyens, etc...) autour des projets de coopération avec l'Amérique latine ?
- En quoi ces coopérations nous ouvrent-elles des perspectives pour l'innovation sociale et la citoyenneté locale en France ?

2.1. Comment mobiliser des fonds pour financer les projets ?

De nombreuses organisations ont fait part de leurs difficultés à mobiliser des fonds en direction des projets vers l'Amérique latine. Ce dernier point dresse un tour d'horizon des difficultés soulevées et des pistes évoquées par les participants. Par ailleurs, les principaux financements publics disponibles pour des projets de coopération avec les pays d'Amérique latine sont présentés en annexe. Cette liste ne prétend pas être exhaustive, bien que nous ayons cherché à ce qu'elle soit la plus complète possible.

Origine des difficultés

Les difficultés à mobiliser des fonds pour la coopération avec l'Amérique latine ont une double origine :

- En matière de fonds publics, on peut signaler que les pays latino-américains ne font pas partie des pays de la zone de solidarité prioritaire (ZSP) de la France,
- En ce qui concerne les fonds privés, les citoyens deviennent réticents à aider des pays si éloignés alors même que les besoins se font sentir dans leurs villes et leurs quartiers. Ils ignorent d'ailleurs pour la plupart la présence en France de personnes d'origine latino-américaine.

Des pistes de mobilisation des fonds

- Les ambassades françaises à l'étranger sont une source d'information précieuse et elles peuvent accompagner les acteurs dans la réalisation de leurs projets, dans la mesure où elles sont sollicitées en amont. Elles ont parfois des lignes de financement pour des projets de coopération (à condition que ceux-ci soient menés par des ONG locales) ceci implique donc de faire connaître son partenaire local et surtout d'articuler ses actions avec les politiques et les dynamismes de développement mis en place localement, mais également avec la politique bilatérale de coopération.
- Les ONG françaises agissant en Amérique latine devraient se regrouper pour sensibiliser les citoyens et les pouvoirs publics de l'intérêt d'une coopération avec l'Amérique latine.
- La piste du commerce équitable, comme source d'autofinancement des actions, doit être poursuivie et approfondie.
- Les collectivités locales françaises pourraient également trouver un intérêt à s'engager en Amérique latine car certaines abritent en leur territoire des ressortissants d'origines latino-américaines. Par ailleurs, les expériences de ce continent en matière de mobilisation citoyenne des jeunes devraient interpeller les communes françaises.

2.2. Comment impliquer plus d'acteurs (élus, citoyens, etc.) autour des projets de coopération avec l'Amérique latine ?

L'état des lieux et les échanges qui ont suivi, ont permis aux participants de partager leurs expériences sur la mobilisation des élus, des citoyens, et plus largement sur les conditions qui peuvent favoriser cette implication.

A l'inverse de la tendance nationale, on constate en Rhône-Alpes une démobilisation des collectivités locales vis à vis de la coopération avec l'Amérique latine.

Plusieurs propositions ont été suggérées pour sensibiliser davantage les acteurs à s'engager ou à renforcer leurs coopérations :

- Mobiliser les élus autour d'un projet politique qui soit en adéquation avec les aspirations des citoyens et avec la situation de la collectivité. En effet, des participants ont souligné que certains élus avaient perdu leur municipalité à cause de leur engagement dans la solidarité internationale. Il convient également d'associer aux partenariats les élus de l'opposition. En cas d'alternance, le risque de voir s'arrêter la coopération est plus faible.
- Construire un projet commun, une problématique commune entre les acteurs français et latino-américains.
- Développer davantage d'actions de communication autour de l'intérêt à coopérer avec l'Amérique latine
- S'inspirer de l'expérience d'autres acteurs européens qui interviennent dans la même zone
- Multiplier le travail en réseau avec d'autres collectivités et d'autres associations qui sont autant de leviers pour mobiliser des citoyens et des élus.

2.3. Des coopérations qui ouvrent des perspectives pour l'innovation sociale et la citoyenneté locale en France

Le débat avec les participants a mis le point sur leurs attentes en terme de coopération au Nord et de la manière de s'y prendre pour bénéficier au mieux de ces enseignements.

Les effets d'une coopération sur la vie locale française

Même si les coopérations avec l'Amérique latine ne nous apportent pas de « recettes » ni de « modèles » en matière de citoyenneté et d'innovation sociale, elles nous permettent de nous ouvrir aux changements. Comme l'a dit un des participants : « *elles ouvrent le champ des possibles, de la créativité et de l'inventivité* ».

Le contexte est différent entre la France et l'Amérique latine, mais observer ce qui se fait ailleurs nous fait réfléchir sur nos pratiques et nous donne des idées.

Le Secours populaire français, impliqué au Salvador depuis de nombreuses années, s'est inspiré de son partenariat pour « revisiter » l'organisation et le fonctionnement de ses permanences d'accueil des personnes défavorisées en France.

Dans le même sens, le CCFD a organisé, il y a deux ans, un échange entre jeunes français et paraguayens. Ces derniers, très choqués par les résultats du premier tour de la présidentielle française, ont interpellé les Français sur leur engagement politique. Un tel questionnement a conduit les jeunes français à s'inscrire sur les listes électorales et à redécouvrir les valeurs du politique.

Comment améliorer cet effet retour ?

Tirer profit des enseignements d'une coopération implique quelques conditions, à savoir, attendre quelque chose de cette coopération, identifier l'intérêt que l'on peut en retirer. On peut chercher à augmenter la participation citoyenne dans une commune, on peut chercher des solutions pour travailler avec un public en difficulté ou encore d'une manière plus technique, vouloir favoriser le transport en commun dans sa ville. Les réponses à nos questions se trouvent peut être chez nos partenaires, leurs manières d'agir, de faire, ne sont pas forcément « dupliquables » mais peuvent nous donner des idées, des angles de vues auxquels nous n'aurions pas encore réfléchi.

Il importe ensuite d'aborder le partenariat sous l'angle de l'échange et non sous l'angle du « Nord qui aide le Sud ». Même si l'on intervient dans le champ de la solidarité internationale, l'échange ne doit pas être inégal, la parole doit être donnée aux partenaires latino-américains. Les échanges doivent se multiplier entre jeunes, entre élus, entre techniciens de l'urbanisme, entre professionnels de l'enseignement, de l'hydraulique, de la santé.

Enfin, pour que ces échanges soient profitables au plus grand nombre, c'est à dire à toute l'association ou à l'ensemble des citoyens d'une ville et non aux seuls privilégiés « qui ont fait le voyage », il est fondamental d'organiser une restitution de ces échanges.

Ce moment de « retour » permet à la personne qui témoigne :

- d'analyser ce qu'elle a entendu,
- de communiquer aux autres les expériences auxquelles elle a été confrontée.
- d'imaginer d'autres modes d'actions pour son association, sa ville, son lycée, son hôpital...

Bien entendu, cette restitution sera d'autant plus aisée si avant de partir, on a identifié les problèmes qui posent question.

Pour conclure sur ce point, il convient de noter que des moyens humains et financiers doivent être prévus dès le départ dans le budget de l'action de coopération. C'est le prix à payer pour que le projet dépasse la simple « bonne action » et devienne un outil de dialogue et d'enrichissement mutuel entre la France et l'Amérique latine.

3^{ème} Partie

Interventions

- **Communauté Urbaine de Dunkerque**
Mme Nicole Hauchart, Chargée de mission rural/urbain
- **Ville d'Eybens**
M. Jacques Petrimont, Coordinateur de la coopération décentralisée
- **Apoyo Urbano**
Mme Silvia Rosales-Montano, Présidente de l'association

Communauté Urbaine de Dunkerque

Mme Nicole Hauchart, Chargée de mission rural/urbain

Nota : Nicole Hauchart est actuellement Chargée de mission rural/urbain à la Communauté urbaine de Dunkerque. Son intervention retrace son expérience en tant que Directrice du Service Relations européennes et Solidarité Internationale, à la Ville de Grande-Synthe de 1994 à 2001

3.1. Les enseignements de la coopération entre la Ville de Grande-Synthe et la Ville de Fortaleza au Brésil.

L'exemple présenté illustre la coopération entre deux agglomérations, celles de Fortaleza (1,7 million d'habitants, nord est du Brésil), et l'agglomération de Dunkerque (220 000 habitants).

- 1993 – 1996 : maîtrise d'ouvrage ville de Grande-Synthe, pour l'agglomération de Dunkerque.
- 1996 – 1998 : maîtrise d'ouvrage partagée ville de Grande-Synthe, Communauté urbaine de Dunkerque
- 1998 - 2001 : maîtrise d'ouvrage Communauté urbaine de Dunkerque et Grande-Synthe partenaire

a) Présentation des collectivités

La collectivité de Fortaleza

Au début des années 90, l'Etat du Ceara est un des Etats les plus pauvres du Brésil. Fortaleza, ville capitale, compte 1,7 millions d'habitants pour 2,5 sur l'agglomération. C'est une ville portuaire, tournée vers le tourisme, mais touchée de plein fouet par la crise du logement et le manque d'infrastructures. En fait, la région subit une importante sécheresse qui entraîne un fort exode rural. Ceci explique la mise en place par l'Etat, de programmes novateurs en matière de logements, d'éducation et de santé sur la commune de Fortaleza.

Les collectivités de Dunkerque / Grande Synthe

Village horticole et maraîchère de 1500 habitants, Grande-Synthe (24 000 habitants) s'est transformée en ville avec l'arrivée de la sidérurgie sur l'eau (Usinor). Dès 1970, elle combattra pour transformer son image de ville dortoir en celle de « vraie ville », pionnière dans de nombreux domaines, des politiques sociales de quartier au Prix européen des villes fleuries (24 000 habitants).

Grande-Synthe fait partie des 18 villes qui composent la première communauté urbaine volontaire de France : Dunkerque grand Littoral. Façade maritime du département du Nord, 3^{ème} port français, plateforme industrialo-portuaire, capitale européenne des énergies, l'agglomération de Dunkerque qui s'étend de la frontière belge au Nord Pas de Calais, s'est fortement investie dans la préservation de l'environnement. Un premier prix européen des villes durables est venue reconnaître cette démarche en 96.

b) Naissance du partenariat

Notre Histoire, une double origine :

Le partenariat entre Grande Synthe et Fortaleza naît en 1994 sur proposition d'une ONG française, le GRET (Groupement de Recherche et d'Echanges Technologiques).

Il répond à un double objectif :

- la recherche de collectivités françaises acceptant de s'engager dans un programme européen « Comunidades » mis en œuvre par le GRET à Fortaleza pour renforcer financièrement le volet « création d'emplois et de revenus ». Trois villes de l'agglomération s'engagent : Grande-Synthe, Fort-Mardyck et Dunkerque.
- La proposition de mise en relation des acteurs du développement urbain en France et au Brésil pour : un échange de savoirs, la capitalisation d'expériences, des échanges méthodologiques (planification, évaluation, suivi, innovation, expérimentation dans les domaines du développement communautaire et de l'emploi)

Le contenu du partenariat

En 1998, une convention de partenariat urbain pour le développement durable et solidaire entre les régions de Dunkerque et Fortaleza est signée ; elle concerne la Communauté urbaine de Dunkerque, la mairie de Maracanaù, la mairie de Maranguape, l'Association des Maires de l'Etat du Ceara, le Centre d'Etudes d'Articulation et de références sur les Etablissements Humains – CEARA PERIFERIA.

Elle porte sur trois axes :

- la planification et l'écologie urbaine
- l'économie urbaine
- la formation à la participation des citoyens

c) Les actions réalisées dans le cadre du partenariat entre Grande Synthe et Fortaleza

Quelques exemples d'impacts côté français ont été sélectionnés pour illustrer le champ de la réciprocité, impacts dans l'émergence de nouvelles approches méthodologiques et culturelles des métiers, dans quatre domaines : le logement, l'agriculture, les circuits commerciaux et la participation citoyenne.

- En planification, environnement : une étude d'ingénierie financière et juridique de six mois est réalisée pour tester la faisabilité de deux programmes d'auto construction dans deux villes de l'agglomération, Grande-Synthe et Loon Plage, après délibération des communes. Le projet incluait un volet formation et la création de micro activités. Non réalisé devant les impasses juridiques en 1998, ce programme est actuellement relancé.
- En agrobiologie : « Bio-Littoral », une entreprise d'insertion basée sur l'agriculture biologique est créée en 2000. Par ailleurs, le partenariat permet d'inscrire l'appui à la culture biologique dans les axes de développement durable du projet d'agglomération de Dunkerque Grand Littoral (2002). Inscription d'acteurs du partenariat dans un programme INTERREG. Enfin, l'action « les Jardins de Cocagne » est retenue comme opération test dans la création d'un guide méthodologique d'évaluation des pratiques et des projets au regard du développement durable (2003).

- Le Comité de Bassin d'Emploi de Dunkerque met en place une réflexion locale sur le commerce équitable, répondant à un appel d'offre de la Région Nord Pas de Calais et du Centre régional de la Consommation qui souhaitent familiariser les consommateurs à ces nouvelles pratiques et encourager de nouveaux circuits, dans le cadre des coopérations internationales.
Trois collectivités locales, Dunkerque, Grande-Synthe et la Communauté urbaine s'engagent dans cette action.
Aujourd'hui, la Communauté urbaine est engagée dans un groupe national travaillant à la définition de critères pour adapter le Code des Marchés Publics à ce qu'on appelle plus largement « l'achat éthique » (respectant des règles de fabrication en terme de conditions sociales, environnementales et économiques)
- Sur la formation citoyenne : en 1997, une rencontre nationale rassemble à Grande Synthe 40 villes françaises associées à des réseaux d'habitants et d'élus et affirment la nécessité de formation à la citoyenneté.
Dans un deuxième temps, une recherche-action sur le thème « Ville et participation citoyenne » est financée par la Direction Interministérielle à la ville, le Conseil Régional Nord Pas de calais et l'UNESCO.
Tout ce travail aboutit en 2000 à l'organisation d'un séminaire international qui débouche sur la création d'un réseau associant : l'ONG brésilienne de Fortaleza (le CEARA Periferia), les Arpenteurs (cabinet grenoblois impliqué dans l'ingénierie locale d'appui à la « participation habitante », les agences d'urbanisme de Grenoble et Dunkerque. Cette action est reprise et élargie dans le cadre du projet d'agglomération pour la création d'une Université Citoyenne à l'échelle du littoral.

A Fortaleza on peut citer :

- En planification et environnement : en partenariat avec l'agence d'urbanisme de Dunkerque une réflexion est amorcée sur les relations entre collectivités locales et industriels (transposition du schéma de développement industriel). Par ailleurs, le partenariat Grande Synthe – Fortaleza permet la mobilisation d'un programme PNUD sur la résorption de l'habitat insalubre autour de la rivière Maranguape, intégrant la prise en compte de l'assainissement et la création d'un corridor biologique de protection des rives.
- En agrobiologie, des expertises croisées sont réalisées. Elles aboutissent à l'identification des acteurs de ce domaine et à la création de la coopérative agricole de Marangape.
- Des expertises croisées sont également réalisées dans les domaines du commerce équitable et du tourisme rural. Les études permettent d'identifier les acteurs de ce secteur.

Les difficultés dans la poursuite du partenariat

Elles sont de plusieurs niveaux :

- Le recentrage de la politique internationale des collectivités
- La difficulté à entrer dans un programme
- L'amplitude du projet qui représente un engagement potentiel de tout le territoire (création de l'avant-port de Pecem, lieu d'implantation de l'industrie lourde)
- L'information et la communication (élus, population)

d) Impact de ce partenariat sur le territoire français

Les effets à court terme sur l'agglomération de Dunkerque sont de plusieurs ordres :

- Le partage de valeurs et de sens au travers d'une même volonté de développement durable
- L'intégration d'axes du partenariat dans les actions du projet d'agglomération déclinées dans le Contrat d'agglomération : auto-construction, économie solidaire, formation citoyenne...
- Le renforcement du partenariat entre les collectivités locales et les entreprises : Agroform, (société locale spécialisée dans l'audit, la formation-conseil et l'ingénierie agroalimentaire), EDF, Littoral Développement
- Le partage et la diffusion de la méthodologie de projet : nécessité de clarifier les rôles, les engagements par la signature de chartes et de conventions
- La poursuite d'un engagement en Amérique du Sud avec le nouveau partenariat signé avec la ville de Regla à Cuba

Les effets à moyens et longs termes concernent :

- La culture et savoir-faire en méthodologie de développement de territoire
- La transposition à toutes les échelles du territoire : pas de grand ni de petit, mais une capacité à travailler en réseau
- L'apprentissage de l'intercommunalité vécue
- La reconnaissance et la mise en œuvre de la participation de la société civile

Cinq questions à approfondir

- *La prise de décision : le renforcement de l'intercommunalité* a des répercussions sur les libertés de décision des collectivités quand des villes de périphérie sont plus « engagées » que l'intercommunalité naissante ou en place. Comment se définiront les politiques communautaires ? Comment sauront-elles à la fois s'appuyer sur les compétences des villes en agglomération tout en affirmant leur positionnement international, dans un schéma régional, national et européen ? Comment concilier responsabilités par rapport à des compétences et responsabilités dans la cohérence territoriale ?
- *La co-production des règles* : les projets de développement local s'appuient sur l'ensemble des forces vives du territoire, à des échelles variables (cf lois Démocratie de Proximité, Chevènement, Voynet ; mise en place des Conseils de Développement...). Comment va se dessiner le partage des rôles pour que l'ensemble des forces vives d'un territoire s'engagent ? Pour quelles priorités, avec quels financements ?
- *L'animation, l'ingénierie de la participation* : comment renforcer les capacités d'ingénierie des structures, qu'elles soient institutionnelles, associatives ou plus largement toute expression collective qui veut se mobiliser ? Comment mutualiser les financements et les savoir faire ?
- Plus largement, comment vont se dessiner les nouvelles géographies locales des partenariats, *comment concilier l'exigence d'expertise et le vécu émotionnel du citoyen* qui veut être informé, ou s'engager ?

« Tous les partenaires rencontrés font état de l'évolution de leur perception et représentation de la ville, de l'élargissement de leur conscience autant sur l'espace que sur les thématiques. C'est pour l'instant un invariant qui est souvent présenté comme une forme d'auto-évaluation de la valeur du processus formatif. Cet élargissement est compris comme le premier pas vers leur repositionnement dans la décision locale, passant de l'impression de subir à celle d'agir... » Extrait d'une note du CEARA Periferia dans le cadre de la préparation du séminaire international sur la participation habitante de 2000, à Dunkerque ».

Conclusion

L'expérience de ce partenariat et de son impact sur le territoire dunkerquois nous interroge aujourd'hui sur plusieurs enjeux :

- Il nous montre tout d'abord que la coopération décentralisée permet d'engager des actions susceptibles de concrétiser le développement durable à l'échelle mondiale.
- Il nous renseigne ensuite sur les modalités de mutualisation des forces vives à l'échelle d'un territoire : cela nous renvoie aux questions actuelles autour de la création des pays, la place et le rôle de la société civile dans la gouvernance (Conseil de développement...), le renforcement de la décentralisation.
- Il nous invite à changer les pratiques et les métiers de la ville, de l'urbain et du développement local.
- Il permet enfin la création de contre-pouvoirs selon l'esprit de Porto Alegre

Qu'est ce que le programme Comunidades ?

En 1987, l'Etat du Ceara et la municipalité de Fortaleza se sont engagés dans le développement de programmes de logement pour les populations à bas revenus (11000 logements réalisés par 100 sociétés communautaires d'habitants).

En 1991, le programme de coopération COMUNIDADES, mis en place à l'initiative du gouvernement de l'Etat du Ceara, de la France et de la Commission européenne vient renforcer le logement social de six municipalités de l'agglomération de Fortaleza. Des innovations technologiques, économiques, sociales et financières sont introduites dans les opérations de construction de logements en aide mutuelle.

Les trois volets du programme conduisent à :

- l'auto-construction en aide mutuelle de logements (sous-projet habitat –urbanisation)
- la création de 500 emplois (sous-projet production)
- la mise en place d'un dispositif de formation professionnelle des habitants (les chercheurs populaires) et de formation continue des techniciens des pouvoirs publics.

Ville d'Eybens

M. Jacques Petrimont, Coordinateur de la coopération décentralisée.

3.2. Des pistes d'échanges d'expériences sur la citoyenneté locale entre les villes d'Eybens/Gières/Poisat et la ville d'Independencia au Pérou

a) Pourquoi s'interroger sur les échanges en matière de participation citoyenne ?

Il est important d'aborder le volet de la citoyenneté locale dans les projets de coopération décentralisée pour trois raisons principales :

- La mobilisation citoyenne est une condition de la réussite et de la pérennité du projet dans la ville du sud ; la participation ne va pourtant pas de soi : certaines catégories de personnes ont parfois du mal à se faire entendre : les femmes, les jeunes, les paysans par rapport aux intellectuels. La question de la participation des gens qui ne savent pas lire, ni écrire et du complexe d'infériorité que cela entraîne face à un diplômé est aussi un obstacle au développement participatif.
- Au nord comme au sud, les questions de la citoyenneté locale et de la démocratie participative se posent et constituent dans tous les cas un sujet d'échanges privilégiés. Aborder ces questions permet de changer son approche de la coopération. On passe d'un simple transfert de compétences à un échange véritable et équilibré entre les deux communautés qui s'engagent à travailler ensemble.
- Le niveau communal est le plus pertinent pour faire vivre au quotidien la démocratie et la citoyenneté. Les intercommunalités d'agglomération, les départements, les régions, l'Etat n'ont pas encore de véritable proximité avec les habitants. Le contexte de la mondialisation accentue ce sentiment de dépossession des gens par rapport aux décisions qui les concernent. L'enjeu de l'action internationale des collectivités locales est sûrement de « démocratiser la mondialisation » en donnant à chacun des clés pour comprendre et vivre ce phénomène. Le travail sur la participation permet aux citoyens de se réapproprier à la fois leur quotidien et leur avenir.

b) Suggestion de pistes de travail pour la coopération Eybens / Gières / Poisat / Independencia

Après 14 ans de coopération qui ont permis aux habitants d'Independencia de bénéficier d'un réseau d'eau potable et d'assainissement, les villes françaises sont prêtes à passer à une nouvelle étape de la coopération. Pendant tout le déroulement du projet, elles ont veillé à associer et impliquer les associations d'habitants, les techniciens et les élus municipaux péruviens sans se préoccuper suffisamment des impacts auprès de leurs propres communes. Accorder aujourd'hui plus d'importance à la citoyenneté locale permettrait de réfléchir ensemble à la manière de favoriser et d'améliorer la capacité du citoyen à intervenir et à participer à l'action collective ici et là-bas.

A Eybens, ce nouveau volet pourrait être abordé à l'occasion du déroulement des « Assises de la citoyenneté » qui démarrent en 2003. Destinées à consolider les instances citoyennes existantes et à inviter le plus largement possible les autres habitants et usagers d'Eybens à donner leur avis sur la construction de la ville de demain, elles seront l'occasion d'une mobilisation citoyenne jusqu'en 2005.

Trois grands thèmes rythmeront le calendrier des Assises :

- en 2003, la ville, ses formes, ses fonctions
- en 2004, vivre ensemble dans l'espace communal
- en 2005 Eybens dans le monde.

Nous pourrions aborder ce travail en orientant l'échange avec nos partenaires péruviens sur la manière de réunir les conditions de la participation citoyenne:

- Comment permettre aux citoyens d'avoir accès aux informations ?
- Comment leur faciliter la compréhension des informations ?
- Comment leur permettre de s'exprimer en public, par oral, par écrit ?
- Comment leur apprendre à le faire ?
- Comment débattre ensemble ? Il faut savoir écouter, argumenter, respecter l'autre, négocier, évoluer, construire....Pour tous ces sujets il est peut-être nécessaire de mettre en place un dispositif d'information, de formation permanente
- Comment mettre en place des structures de concertation et des méthodes de travail diversifiées et adaptées aux objectifs poursuivis ? : taille des groupes de travail, modalités d'animation, comme par exemple l'utilisation des TIC (Techniques d'Information et de Communication), la durée et le délai, les modalités de prise en compte des avis minoritaires, les méthodes de consultations des usagers et des adhérents de base, les règles pratiques des mandats au sein des organisations.

Un échange entre les deux communautés sur ces sujets-là pourrait nourrir la réflexion et la pratique de chacune. Ne permettrait-il pas également de réhabiliter le politique ?

Dans ce domaine, les villes françaises pourraient certainement s'appuyer sur l'exemple vigoureux des jeunes démocraties d'Amérique latine.

Apoyo Urbano

Mme Silvia Rosales-Montano, Présidente de l'association.

3.3. Les pratiques sociales et participatives en relation avec l'urbain

a) La démarche de l'association

L'association met à la disposition de collectivités locales du Sud l'expertise de ses membres en matière de pratiques urbaines (planification, sociologie, architecture, concertation etc.). Elle insiste plus particulièrement sur les méthodes de concertation entre les élus et les citoyens. Elle met en avant l'importance pour les élus d'être à l'écoute des citoyens, avec l'intégration de la « planification urbaine participative » dans leurs programmes de coopération (par exemple la planification urbaine au Salvador, et la valorisation des démarche « tourisme et développement local » au Nicaragua).

Apoyo Urbano agit en Amérique latine avec l'aide d'une équipe de professionnels experts pluridisciplinaires (travaillant au sein de différents organismes français) puis s'accompagnant de jeunes étudiants en stage professionnel (en fin d'études) tous aussi pluridisciplinaires : architectes, économistes, animateurs de projets, sociologues, ingénieurs, etc...

b) Des objectifs philosophiques (pour différencier des objectifs techniques)

- Agir dans un contexte de pratiques sociales et participatives : on observe le changement des revendications de type « politique » (référence faite à l'histoire de chaque pays), on passe aujourd'hui à des revendications « sociales ».
- Laisser la place aux équipes locales, lorsque la transition technique est assurée par les acteurs locaux. L'association refuse de devenir une équipe technique locale de remplacement aux déficits existants. Les équipes qui sont sur le terrain, préparent les équipes locales pour assurer les transitions.

c) Des impacts

- La définition d'un objet commun de travail, d'un contrat moral entre la collectivité locale et l'ONG, puis le travail bénévole et l'indépendance financière vis à vis des démarches commerciales type « bureau d'étude », permet des négociations permanentes et à un questionnement perpétuel des objectifs qui enrichit la démarche
- L'association a été amenée à produire des éléments de connaissance (études, diagnostics, etc.) pour pallier le manque d'information sur ce qu'est la ville, sur ce qu'elle sera, etc. Néanmoins, ceci a entraîné une sorte de « dépendance » intellectuelle qui doit être de manière permanente à limiter.
- Il y a dans la méthode, une phase d'information et d'apprentissage, voire de débat sur ce qu'est la ville, la mise en valeur par la formation/action/débat de la notion de « participation ».
- Il y a aussi un travail de transfert des démarches dites « innovantes » et de réappropriation : exemple du vélo, généralement utilisé par les pauvres, sur lequel l'association a fait le transfert de l'expérience française sur les pistes cyclables aménagées en Amérique latine ; sur la notion même de « comités consultatifs » d'urbanisme...

d) Quels en sont les enseignements ?

- Humilité par rapport au travail et ses conséquences, car les problèmes urbains sont plus importants qu'en Europe. Les faibles acquis techniques et politiques peuvent être considérés majeurs dans un contexte urbain chaotique et avec un mandat politique de 3 ans..
- La mise en avant de l'aspect positif de la ville est difficile car la plupart des projets sont réalisés dans l'urgence étant donné que le mandat politique est en général de 3 ans seulement. Mais il y a des acquis en terme « d'apprentissage d'une culture urbaine », de mise à niveau de connaissance entre le citoyen et les élus ...
- La « participation » n'est pas acquise et encore moins « volontaire » ... les démarches de « concertation » sont à peine en cours d'approche.

4^{ème} Partie

Annexes

- ❖ **Annexe 1 : Liste des participants**

- ❖ **Annexe 2 : Des adresses et documents utiles**

- ❖ **Annexe 3 : Le budget participatif**

- ❖ **Annexe 4 : Les principaux financements ¹**

¹ Certaines informations sont disponibles sur [La coopération décentralisée en Amérique Latine](#) Cités Unies France, octobre 2000

Annexe 2

Des adresses et documents utiles

La France et les pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes.²

Dans cette annexe vous trouverez des dossiers pays classés par zone géographique.

Amérique Centrale

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actu/actu.asp?DOS=12507>

Déclarations officielles françaises sur le Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Nicaragua, le Mexique, Panama et le Salvador.

Amérique du Sud

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actu/actu.asp?DOS=12508>

Déclarations officielles françaises sur l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, le Pérou, le Venezuela et l'Uruguay.

Les Caraïbes

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actu/actu.asp?DOS=12509>

Déclarations officielles françaises sur Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Cuba, la Jamaïque, la République Dominicaine, la République d'Haïti, Trinité-et-Tobago.

- ❖ **Représentations diplomatiques Françaises à l'étranger** : Sur ce site Internet vous trouverez des informations des ambassades de France dans les pays latinos américains.
<http://www.expatries.diplomatie.fr/annuaires/annuaires.htm>
- ❖ **La coopération décentralisée avec l'Amérique latine, CUF, octobre 2000**
<http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/CD-avec-AL-2000.pdf>
Ce document de synthèse réalisé par Cités Unies France apporte des pistes de réflexion notamment sur le contexte politique, économique et social de l'Amérique latine et sur la coopération décentralisée.
- ❖ **Guide des Organisations de Solidarité Internationale françaises en Amérique latine** : L'I.H.E.A.L. (Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine) travaille actuellement à la réalisation d'un guide des OSI françaises intervenant dans cette région. Ce guide offrira une information globale tant sur l'activité des OSI que sur l'évolution de la coopération française dans cette zone. La réalisation de ce projet se fait en partenariat avec Coordination Sud, Ritimo et le Ministère des Affaires étrangères. La réactualisation du répertoire sera suivie par l'IHEAL dans le cadre du DESS « Echanges internationaux Europe-Amérique latine ».
Contact : IHEAL, Sonia Boissard, 28 rue St Guillaume, 75007 Paris – Email : guideongal@yahoo.fr

² Informations tirées du site du Ministère des Affaires Etrangères

Annexe 3

Le budget participatif

❖ **Qu'est-ce que le budget participatif ?**

<http://www.local.atac.org/13/documents/demoparticipative.pdf>

Porto Alegre

L'expérience la plus célèbre et la mieux réussie de "budget participatif" au Brésil est celle de Porto Alegre, ville de 1,3 millions d'habitants située à l'extrême sud du pays dans l'Etat de Rio Grande Do Sul.

Tout a commencé en 1989. Le but poursuivi est essentiellement de faire en sorte que la population participe activement à l'élaboration et au suivi de la politique municipale qui la concerne. La participation s'opère d'abord sur une base territoriale : la ville est divisée en 16 secteurs. Toute la population est invitée à préciser ses besoins et à établir des priorités (habitat, éducation, santé...) au cours de réunions publiques de ce secteur.

À cela s'ajoute une participation construite sur une base thématique permettant la prise en compte d'une vision plus globale de la ville : elle inclut différents secteurs sociaux (syndicats, entrepreneurs, agriculteurs, étudiants, mouvements communautaires, etc.) et donne lieu à cinq commissions thématiques (transport, éducation, développement économique, etc.).

Enfin, la municipalité représente évidemment le troisième acteur du budget participatif. Elle est présente dans les réunions de secteurs et réunions thématiques pour fournir des informations techniques, légales ou financières et fait des propositions. Finalement, chaque secteur et chaque commission thématique présentent ses priorités au Cabinet de planification. Les choix effectués précédemment sont à la base de l'élaboration du projet de budget et du travail effectué par le Cabinet de planification.

Après divers circuits complémentaires dans des commissions au sein desquelles les secteurs et les commissions thématiques ont leurs délégués, le budget est finalement présenté et voté par la Chambre des élus municipaux. Au cours de réunions diverses, la population évalue la réalisation des travaux et services prévus dans le budget participatif de l'année précédente.

DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine), 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon.

Tél. 04 72 77 00 26 - Fax: 04 72 40 96 70

Email : dial@globenet.org - Site : <http://www.globenet.org/dial>

❖ **Autres sources d'informations sur le budget participatif / Livret de formations sur le budget participatif - <http://www.arpenteurs.fr/Capacitation/livretsPDF/Budget.pdf>**

Annexe 4

Les principaux financements³

Préambule

L'objet de la présente annexe est de faire un tour d'horizon des principaux financements publics disponibles en France et en Europe, pour des projets de coopération avec les pays d'Amérique latine. Il ne prétend donc pas être exhaustif même si nous avons cherché à ce qu'il soit le plus complet possible.

Il est clair en particulier qu'un certain nombre de financements sont disponibles au niveau local et qu'il convient pour cela de se rapprocher des autorités gouvernementales et des délégations ou représentations d'organisations internationales dans le pays.

❖ **Région Rhône-Alpes / Relations Internationales**

Dans le cadre de sa politique internationale, la Région Rhône-Alpes a mis en place une ligne de cofinancement intitulée « Solidarité et francophonie ». Pour être recevable, un projet doit être réalisé dans une des Régions partenaires de Rhône-Alpes, doit émaner d'une association ayant son siège social ou une représentation en Rhône-Alpes, affichant au moins deux années d'activité et ayant reçu l'accord des autorités locales.

Pour l'instant, la Région Rhône-Alpes n'a pas conclu d'accord de coopération avec une région d'Amérique latine et donc, ne finance pas a priori d'actions de développement dans cette zone géographique. Cependant, des projets de partenariat sont actuellement en cours avec l'Etat de Parana au Brésil et l'Etat de Cordoba en Argentine et il convient d'assurer une veille sur la concrétisation de ces partenariats.

Pour en savoir plus sur les coopérations de la Région Rhône-Alpes :

- <http://www.cr-rhone-alpes.fr/V2/>, rubrique Travailler et entreprendre, puis International (Pour en savoir plus sur les aides octroyées par la Région Rhône-Alpes)
- <http://www.cr-rhone-alpes.fr/V2/>, rubrique Services, Guide des aides de la Région (Pour télécharger la partie du Guide concernant les relations internationales)
- http://www.cr-rhone-alpes.fr/V2/content_files/aides_telechargement/international.pdf

❖ **Ministère des Affaires Etrangères/ Cofinancement des projets des collectivités locales**

Pour les pays qui ne font pas partie de la zone de solidarité prioritaire de la politique de coopération française (" pays hors champ ", d'Europe Centrale et Orientale, Asie, *Amérique latine*, CEI, Océanie...) les crédits destinés à la coopération décentralisée sont déconcentrés auprès des Préfectures de région ayant la responsabilité de la mise en œuvre du soutien de l'Etat. Les demandes de cofinancement émanant des collectivités territoriales doivent donc être déposées auprès des SGAR (Secrétariats Généraux des Affaires Régionales), à la Préfecture de région, en général avant la fin de l'année civile. La subvention est accordée au titre des crédits déconcentrés de coopération décentralisée du Ministère des Affaires étrangères.

Contact : Mme Mireille Bonnet, Secrétariat général aux Affaires régionales, 31 rue Mazenod, 69003 Lyon - Tél : 04 72 61 65 89 – Email : mireille.bonnet@rhone-alpes.pref.gouv.fr

³ Certaines informations sont disponibles sur [La coopération décentralisée en Amérique Latine](#) Cités Unies France, octobre 2000

Il n'est pas exclu que d'autres ministères français, comme le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de l'Équipement, des transports et du logement ou le Ministère de l'Agriculture, puissent cofinancer quelques opérations. Ex : l'échange de jeunes, coopération dans le domaine de l'agriculture ou le transfert de technologie dans le secteur du transport. Il faut dans certains cas, essayer de contacter le service Relations extérieures des ministères, qui sauront instruire les demandes.

❖ **Ministère des Affaires Étrangères/ Cofinancement des projets des Organisations de solidarité internationale**

Au sein du ministère des Affaires étrangères (MAE), le Bureau des Organisations de solidarité internationale et des Entreprises est l'interlocuteur privilégié des associations et il instruit les demandes de cofinancement de projet dont elles ont l'initiative et qui correspondent aux priorités définies par le MAE en matière de solidarité. Les modalités d'accès à ce cofinancement font l'objet d'un manuel de procédures disponible sur le site du Ministère des Affaires Étrangères. http://www.diplomatie.gouv.fr/cooperation/dgcid/publications/osi_finance/index.html

❖ **Les Ambassades de France**

Certaines disposent de crédits déconcentrés qui permettent de cofinancer des projets présentés, selon les cas, par une organisation locale et/ou une organisation française. Les conditions d'éligibilité sont définies au sein de chaque ambassade et il est donc conseillé de s'en rapprocher pour plus d'informations. Sur son site Internet, RESACOOOP met à votre disposition les "[fiches ambassades](#)", réalisées pour les pays ci-dessous :

- [Ambassade de France en Bolivie](#) RESACOOOP décembre 2002
- [Ambassade de France au Chili](#) RESACOOOP février 2000
- [Ambassade de France en Colombie](#) RESACOOOP avril 2000
- [Ambassade de France au Costa Rica](#) RESACOOOP mars 2000
- [Ambassade de France en Equateur](#) RESACOOOP février 1999
- [Service de coopération et d'action culturelle en Haïti](#) RESACOOOP décembre 2002
- [Ambassade de France au Nicaragua](#) RESACOOOP décembre 2002
- [Ambassade de France au Pérou](#) RESACOOOP mars 2000

❖ **La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)**

Accompagner le développement des actions culturelles dans les quartiers ("ACQ"). Fortement impliqué dans la politique de la ville, le Groupe de la Caisse des dépôts engage aussi son mécénat dans l'accompagnement culturel du développement social urbain : des festivals de quartiers, des résidences de chorégraphes, des créations liées aux pratiques amateurs des jeunes et des formations qualifiantes sont soutenues parce qu'ils mobilisent les jeunes et sont facteurs de reconnaissance culturelle et sociale : A l'international, le programme est articulé sur trois volets :

- le développement local avec une priorité donnée aux énergies renouvelables
- l'application des principes du volet national favorisant l'insertion par la culture, dans le monde
- les droits de l'homme, le devoir de mémoire et d'information.

Chaque année la Caisse des dépôts apporte son soutien à des programmes de coopération décentralisée en faveur de plusieurs communes d'Amérique latine

Contact : Mission pour le mécénat de la Caisse des dépôts : 98, rue de l'Université - 75007 Paris

Tél. : 01 40 49 90 79 - Email : DGME-Missionmecenat@caissedesdepots.fr

Site Internet http://www.caissedesdepots.fr/fr/espaces/mec_pres.asp

❖ Commission européenne

De manière générale, la coopération avec l'Amérique latine relève de la RELEX (Direction générale des relations extérieures, pour l'Amérique latine la direction " G "). Toutefois, en ce qui concerne l'aide au développement, un nombre important de lignes budgétaires est géré par la DG Dev (Direction Générale du Développement). Les actions de coopération décentralisée peuvent être financées à la fois par la ligne budgétaire " coopération décentralisée ", et par les fonds de coopération officielle (ALA).

Contact : Direction Amérique latine, M. Francisco da Câmara Gomes, Directeur - (32 2) 2969269 ou 296929

Site Internet http://europa.eu.int/comm/external_relations/la/rsp/index.htm

❖ Commission européenne : Ligne coopération décentralisée dans les PVD, B7-6002

Tous les acteurs de la coopération décentralisée de la Communauté ou des pays en développement sont éligibles à cette ligne budgétaire, à savoir : les pouvoirs locaux, les organisations non gouvernementales, les groupements professionnels et groupes d'initiatives locales, les coopératives, les syndicats, les organisations de femmes ou de jeunes, les institutions d'enseignement et de recherche, les églises et toutes les associations non gouvernementales susceptibles d'apporter leur contribution au développement. La particularité de cette ligne est qu'elle est ouverte directement aux acteurs du Sud.

Les actions portent en priorité sur les domaines suivants :

- développement des ressources humaines et techniques, développement local ou urbain dans les secteurs sociaux et économiques dans les PED,
- information et mobilisation des acteurs de la coopération décentralisée,
- soutien au renforcement institutionnel et au renforcement de la capacité d'action de ces acteurs,
- appui et suivi méthodologiques des actions.

Contact : Unité Cofinancement O.N.G. Office de coopération EuropeAid Commission Européenne, 54, Rue Joseph II, B-1000 Bruxelles, Tel. : +32-2-299.92.44 – Fax : +32-2-299.29.14

- Liste des gestionnaires des dossiers en cours

http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/gestionnaires_fr.htm

- Pour les appels à propositions, toutes les questions doivent être adressées à : Lidia.Rodriguez-Martinez@cec.eu.int

- Site Internet http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/ong_cd/index_fr.htm

Commission européenne : programme ALFA

Site Internet du programme: http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alfa/index_fr.htm

Il est accessible aux institutions d'enseignement supérieur, ALFA est le programme d'échanges universitaires entre l'Union européenne et l'Amérique latine, mis en œuvre à travers les réseaux d'institutions. Ce type de programme peut également intéresser les collectivités qui souhaitent établir des échanges universitaires, tout en passant par l'intermédiaire des institutions directement.

Contact : EuropeAid - Office de Coopération Direction E - Amérique latine Programme ALFA (J 54 - 00/22) B - 1049 Bruxelles Fax (+) 32 2 299 1047

Informations Générales: Europeaid-infoalfa@cec.eu.int

Page Web: <http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alfa>

Commission européenne : programme URB-AL :

Les objectifs du programme consistent à développer des liens directs et durables entre les collectivités locales européennes et latino-américaines par la diffusion, l'acquisition et l'application des meilleures pratiques dans le domaine des politiques urbaines, et en particulier :

- Renforcer les capacités d'action des collectivités locales dans le développement social, économique et culturel des zones urbaines, y compris par la mise en fonctionnement d'équipements collectifs ;
- Développer les capacités structurelles des autorités locales, notamment par la formation des ressources humaines ;
- Promouvoir le partenariat entre collectivités locales et représentants de la société civile ;
- Développer les capacités d'action des petites et moyennes villes (PMV) dans le cadre de l'internationalisation de leurs relations ;
- Promouvoir les « bonnes pratiques » de développement local européennes et latino-américaines dans le respect des spécificités locales

Toute demande d'information peut être envoyée à la boîte électronique suivante :
europaaid-urb-al@cec.eu.int

Pour en savoir plus sur le programme :
http://europa.eu.int/comm/europaaid/projects/urbal/corporate/index_fr.htm

Pour consulter le guide du programme phase 2 (phase actuelle) :
http://europa.eu.int/comm/europaaid/projects/urbal/program/guide_mep_fr.pdf

Pour consulter l'appel à proposition concernant les réseaux :
<http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/urbal-reseaux.pdf>

Pour consulter l'appel à proposition concernant les projets communs :
<http://www.cites-unies-france.org/html/bibliotheque/pdf/urbal-projetscommuns.pdf>

*Contact : Commission européenne – Office de coopération EUROPEAID - Direction Amérique latine
Unité E2 «Operations centralisées - Amérique latine» Programme URB-AL - J-54 4/13- B -1049
Bruxelles, Belgique Téléphone: (32 2) 298.46.38 - Fax: (32 2) 299.10.80*

- *Chef d'unité: Riccardo GAMBINI*
- *Coordinatrice: Berith ANDERSSON*
- *Gestionnaires: Marc RIMEZ, Miguel ROMERO, Juan José ALCALDE MONTES*
- *Secrétaire: Jimena BASTIDAS DE JANON*

Email : europaaid-urb-al@cec.eu.int

Site Internet : http://europa.eu.int/comm/europaaid/projects/urbal/index_fr.htm